

Sur l'article 3, l'honorable M. Boreau-Lajanade présente un amendement, qui est adopté, l'article 3, avec cette addition, est formulé de la façon suivante :

La peine de l'emprisonnement pourra être dévolue à cinq ans, et celle de l'amende à 2,000 fr., à l'égard de tous, Français ou étrangers, qui auront accepté une fonction dans une de ces associations ou qui auront sciemment concouru à son développement, soit en recevant ou en provoquant à son profit des souscriptions, soit en lui procurant des adhésions collectives ou individuelles, soit enfin en propageant ses doctrines, ses manifestes ou ses circulaires.

Les Français pourront en outre être déclarés, par le jugement correctionnel qui interviendra, déchus de leur qualité de Français; ils pourront néanmoins la recouvrer en se conformant aux prescriptions légales.

Tout individu condamné en exécution de l'article précédent sera privé de l'exercice de tous les droits civiques, civils et de famille, énumérés dans l'article 42 du code pénal, pendant cinq ans. Il pourra en outre être renvoyé, à l'expiration de la peine, sous la surveillance de la haute police pour cinq ans au moins et dix ans au plus. Tout individu condamné en exécution du deuxième paragraphe restera de plus, pendant dix ans, soumis à toutes les mesures de police applicables aux étrangers.

Les autres articles qui complètent le projet de loi, sont votés sans observations; et la discussion de la loi de finances est renvoyée à demain.

REVUE DES JOURNAUX

Nous avons démontré hier l'inefficacité de la loi contre l'Internationale. Cette loi, avouons-le, n'aura d'autre résultat que de convertir en société secrète une association connue de tous.

Le Temps, après une étude juridique très complète, arrive à forcer les conclusions de l'article de la Liberté.

D'accord avec la philosophie spiritualiste la plus élevée, la doctrine des criminalistes modernes exige, pour qu'il y ait délit, le concours de deux circonstances : d'une part un acte contraire à la morale et dommageable à la société, d'autre part un usage pervers de la liberté humaine, usage constant, avéré, définitif. Conformément à ces principes, le droit commun n'est point en principe condamné ou la tentative manifestée par un commencement d'exécution; mais, exceptionnellement, et seulement en matière de complicité, elle punit la résolution arrêtée et concertée d'avance, mais jamais jusqu'à ce jour elle n'était appliquée ni à la simple intention, qui n'est point l'acte définitif de la liberté, ni à l'acte à l'esprit des retours possibles vers le bien, ni surtout l'erreur de doctrine, l'hérésie religieuse ou sociale qui a exclusivement son siège dans le for intérieur.

La loi nouvelle, quel qu'on dise, déroge sur ce point à toutes les doctrines reçues, elle résout la pénalité dans un domaine qui n'était réservé jusqu'ici à l'Internationale seule, de pousser les ignorants et les égarés, la débauchée d'usage : « *Voilà l'entraîne l'entraîne l'entraîne* ». Par cette impitoyable excommuniée, elle résout le lien du « recruteur » vers un autre prosélyte, et elle les unit plus étroitement par ses anathèmes qu'ils ne pourraient se lier par leurs engagements.

Le parquet de Bordeaux poursuit le journal la Tribune pour certain roman que ce journal publie en feuilletons sous le titre de : *Mystères d'un évêché*. Mais, comme ce roman n'est point signé, le parquet de Bordeaux s'est avisé de faire faire des perquisitions chez divers prêtres à qui il attribue la paternité. Le *Século* apprécie cette conduite avec autant de sévérité que de justice :

Faire ce que fait en ce moment le parquet de Bordeaux, dit le *Século*, c'est employer des moyens d'inquisition qui blessent le droit, répugnent à nos mœurs, et qui, d'ailleurs, si une fois on était résolu à les appliquer, deviendraient bientôt aussi inutiles que vexatoires. Qui ne comprend, en effet, que le jour où un évêché, décidé à garder l'anonymat, voudrait échapper aux résultats des perquisitions, il n'aurait qu'à faire recopier ses articles par un tiers? Ce manuscrit, saisi dans les bureaux d'une rédaction, que feriez-vous, s'il n'est qu'une copie? Traduirez-vous la copie en manuscrit? Mais c'est un instrument alors que vous frappez, et non l'auteur du délit; ou sera la moralité de vos sentences? Accepterez-vous que le manuscrit n'est qu'une copie, et vous lancez-vous dans de nouvelles perquisitions à la poursuite de l'original? Mais alors, c'est l'arbitraire élevé à sa plus haute puissance, c'est le tribunal jeté dans les familles, c'est la terreur répandue dans la cité; et si le manuscrit original a été saisi, comme il est probable, que deviendrez-vous, vous et votre menace de procès?

La Constitution prend au sérieux les bruits de complot bonapartiste qui ont couru Paris et la France il y a quelques jours, et elle démontre, en trois colonnes, que l'empire est, non-seulement déchu, mais impossible. N'allez pas croire, au moins, que la Constitution repousse en principe les procédés dictatoriaux qui ont fait le succès de ce régime en 1852. La Constitution ne nie pas la légitimité de ces procédés quand ils sont au service de la République de droit divin.

Si la dictature était possible encore, dit ce journal, ce serait pour celui qui se ferait l'ou-

vrier de la Révolution, le soldat de la démocratie, le serviteur de la Patrie, le représentant fier, sage, intrépide, patient et inflexible du peuple, le nouveau Guillaume-le-Taciturne des nouveaux gues. Elle le serait pour celui qui, en balayant le Parlement, donnerait à son avènement une complète amnistie, promettant solennellement d'appliquer l'idée communale, de respecter le suffrage universel, d'étendre la liberté d'association, l'instruction et le crédit, d'aider au travail à conquérir la propriété, et de donner à la France la grande revanche pacifique et révolutionnaire.

On nous écrit de Toulon :

Le favoritisme, qui, paraît-il, doit survivre à tous les changements de régime, vient de faire encore bien des mécontents pour un heureux. Le 1^{er} décembre dernier un capitaine de frégate, qui venait d'atteindre sa 58^e année, était admis à la retraite, par application de la loi sur la limite d'âge. Or il manquait 9 mois environ à cet officier pour compléter ses 12 ans de grade, et par une dépeche ministérielle du 23 février 1872, il était maintenu en activité de service jusqu'à ce qu'il eût rempli ces conditions, et qu'il pût obtenir ainsi la cinquième en sus de son traitement de retraite. Le ministre de la marine ignore, sans doute, ces faveurs, dues à un excès de bienveillance, et qui provoquent des réclamations nombreuses. Nous l'en prévenons. Dura lex sed lex.

Les deux divisions de l'escadre attendent l'ordre de départ pour les îles d'Ilydes et le golfe Juan. Le *Torp*, commandant Marguerite-Marguerite, fera le tour du 20 mars pour la Cochinchine, et la *Creuse* entre en armement pour se rendre le 20 mai prochain à la même destination. L'*Entrepreneuse* doit partir le 1^{er} avril pour le Sénégal et les Antilles, et la *Seine* le 1^{er} mai pour la Réunion par le canal de Suez. C'est décidément le vaisseau l'*Alexandre* qui remplacera le *Louis XIV* comme vaisseau canonnière.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

L'INSTRUCTION GRATUITE
La commission qui est chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'instruction primaire vient, après une très longue discussion, d'adopter les trois articles du chapitre III, réglant la gratuité de l'enseignement primaire.

Il résulte du vote de la commission que dorénavant l'enseignement primaire sera donné gratuitement, en tout ou en partie, à tous les enfants dont la liste sera dressée par la commission scolaire, après que les parents auront déclaré devant elle être hors d'état de payer.

Cette liste sera approuvée par le conseil municipal et définitivement arrêtée par le conseil départemental.

On accordera aux familles dont les enfants seront admis au bénéfice de l'enseignement gratuit, la faculté de choisir entre les écoles officielles et les écoles libres. On leur en facilitera les moyens par des bons d'école valables pour tout le territoire de la commune et remboursés sur les fonds communaux.

Nous lisons dans l'*Opinion nationale* la lettre suivante, qui a été adressée à M. le rédacteur en chef de *Paris-Journal* :

Monsieur,
Dans votre numéro de ce jour, vous m'avez fait le nom du Crédit mobilier espagnol à des projets d'arrangements au sujet de la Compagnie immobilière et du Crédit foncier. J'ai l'honneur de vous déclarer que tout est supposé, inventé, contrefaçon dans le récit de fantaisie dont vous vous faites l'organe.

Il n'a jamais été question d'arrangement d'aucune sorte sur le sujet dont vous vous occupez, et à laquelle le Mobilier espagnol est complètement étranger.

Agreez, etc.

Le secrétaire du Mobilier espagnol,
GUERIN DE LITTEAU.

LETTRES DE BRUXELLES

14 mars 1872.
Vous souvenez-vous du citoyen Emile Lebeau, délégué le lendemain 13 mars, par le comité central au *Journal Officiel*? Condamné le 29 décembre dernier, par le 5^e conseil de guerre, à la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée, Lebeau s'est évadé avant-hier de l'hôpital de Versailles où il était détenu, et est arrivé ici ce matin, se dirigeant sur l'Angleterre.

Je le quitte à l'instant, et il vient de me raconter son histoire et tous les détails de son évasion. Rien n'est curieux, comme l'odyssée de ce jeune révolutionnaire.

Lebeau est âgé de vingt-sept ans, il est originaire du département de l'Eure. Venu à Paris, presque aussitôt après être sorti des bancs du collège, il écrivait dans les journaux avancés qui se sont publiés vers la fin de l'empire.

Pendant l'investissement de Paris, il se montra zélé partisan des idées de Blanqui,

mais ne fut pas compris dans les événements du 31 octobre et du 22 janvier.

Lebeau fait partie de l'Internationale; c'est probablement pour cela que le 19 mars le comité central l'envoya au quai Voltaire, occuper les bureaux de M. Wittersheim.

Ce fut lui qui fit paraître les premiers numéros du *Moniteur de l'Insurrection*, auquel il conserva son ancien titre. Quelques jours après, la Commune étant installée, lui adjoint Longuet.

Les deux confères ne restèrent pas longtemps d'accord; ils en vinrent à des explications peu parlementaires et même à des voies de fait. La commission exécutive, prise pour juge de ce différend, donna raison à Longuet et fit arrêter Lebeau. Il fut écroué dans la même cellule que Lullier. Dix jours après, les deux détenus s'évadèrent à la barbe de leurs gardiens, et retournèrent tranquillement chez eux.

Mécontent d'une nouvelle arrestation, Lebeau dut rester caché jusqu'à la fin de mai. Après la chute de la Commune, il se crut sauvé et retourna chez lui. Signifié à la préfecture de police, il fut arrêté le 15 juin dans la rue du Faubourg-Montmartre et conduit devant le commissaire de police, qui donna ordre de le mettre à la disposition de l'autorité militaire.

En route, il parvint à échapper, en sautant en bas de la voiture, aux agents qui le conduisaient, mais il fut bientôt rattrapé dans la rue Richer, et conduit en prison par trois agents, le revolver au poing.

Transféré à Versailles, dans la Fosse-aux-Lions, où il fut détenu en compagnie de Maroteur, Descamps, Budaillé et autres célébrités de la Commune, Lebeau tomba dangereusement malade.

Au bout de dix jours on l'envoya à l'hôpital. Après sa guérison, il fut transporté au fort de Madama, à l'embouchure de la Charente, puis à bord de la *Pandore*. Sur ce ponton il fut frappé d'une peine disciplinaire pour insubordination, et fut aux fers par ordre du commandant. Au bout de quinze jours de souffrances il fut interrogé. Les charges qui pesaient sur lui ne paraissant pas suffisantes, il fut mis en liberté par ordonnance de non-lieu.

Lebeau revint aussitôt à Paris. C'était vers le milieu d'octobre. Il figura comme témoin dans plusieurs procès. Appelé à la préfecture de police, on lui enjoignit de quitter Paris et d'aller vivre en province. Il s'y refusa. Quelques jours après Ferré fut exécuté. Lebeau essaya de provoquer une manifestation au cimetière de Levallois, où avait été enterré l'ex-collègue de Rigault.

Arrêté pour ce fait, il fut envoyé à Versailles à la prison des Chantiers. Une seconde enquête fut ouverte; l'instruction révéla de nouvelles charges contre lui, et le 29 décembre Lebeau était condamné par le 5^e conseil de guerre à la déportation dans une enceinte fortifiée.

M. le commandant Snaert soutenait l'accusation. Lebeau l'interrompit deux ou trois fois et prononça des paroles outrageantes pour ses juges. Malgré l'éloquence de M. Floquet, son défenseur, il fut encore condamné pour ce fait à deux ans d'emprisonnement.

Le 3 février, le mauvais état de la santé de Lebeau exigea son transfert à l'hôpital de Versailles. Pendant sa première détention, il avait eu le temps d'étudier toutes les issues. Cependant il s'était pourvu en cassation. Lundi dernier on vint lui annoncer le rejet de son pourvoi, en l'avertissant de se tenir prêt à partir d'un moment à l'autre pour le fort Boyard.

Lebeau avait déjà préparé son plan d'évasion. Il n'hésita pas à le mettre à exécution. Grâce à des relations qu'il avait pu conserver avec le dehors, il parvint à se procurer un uniforme d'officier d'infanterie; et, mardi soir, à cinq heures, il escalada le mur du jardin de l'hôpital, et arriva à Paris quelques instants après.

Là il retrouvait des amis qui lui procuraient un passeport en règle et des vêtements bourgeois. Ce matin, à cinq heures, il arrivait à Bruxelles.

La santé de Lebeau est très délabrée; il boite légèrement. Il m'a dit qu'il devait repartir ce soir pour l'Angleterre.

C'est un garçon très intelligent, et qui m'a fait l'effet d'être plutôt un exalté qu'un communiste endurci.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 13 mars 1872

L'Ecole Turgot. — Les nouvelles constructions. La Compagnie du Nord. — Subvention municipale pour les courses.

M. Bouvier propose au conseil la mise en adjudication des boutiques de l'Ecole Turgot.

M. le préfet demande le renvoi de l'affaire à la commission des finances.

M. Maréchal Bernard demande que dorénavant la commission des finances soit directement informée des crédits à ouvrir au budget.

M. Binder demande la remise de cette affaire jusqu'à nouvel examen.

M. Richard insiste sur la nécessité d'achever les travaux commencés; il voudrait que, pour l'Ecole Turgot comme pour l'opération de la Vierge, le conseil votât un emprunt spécial qui,

dans ce cas, serait amorti au moyen du produit de la location des boutiques.

M. Murat voudrait que désormais on ne fit plus de boutiques dans les écoles.

M. le préfet dit que, d'après le rapport du directeur, il suffit de 150,000 fr. pour installer suffisamment l'Ecole Turgot.

La question est renvoyée à la commission des finances.

M. Cantagrel demande à M. le président de mettre à l'ordre du jour de samedi une proposition ayant pour but d'inviter M. le préfet à demander au gouvernement une loi exonérant pendant dix ans, comme en 1818, de l'impôt foncier des portes et fenêtres, toutes constructions qui seraient commencées dans Paris à partir du jour où le conseil aura formulé ce vœu.

Le conseil vote pour samedi prochain la mise à l'ordre du jour de cette proposition.

M. Allain-Targé appelle l'attention du conseil sur les transports de charbons nécessaires à l'industrie parisienne faits par la Compagnie du Nord, qui n'a voulu, pendant les quatre derniers mois, transporter de charbons que pour les 140 locataires des terrains voisins de la gare des marchandises de la Chapelle.

M. le préfet de la Seine répond qu'en général les Compagnies ne veulent louer leurs wagons que lorsqu'elles sont sûres que le déchargement en sera promptement opéré, pour ne pas être privées de leurs moyens de transport.

M. Binder fait un rapport sur le crédit de 50,000 fr. accordé par la ville de Paris pour les courses de chevaux instituées par la Société d'encouragement.

M. Ferré propose que le crédit proposé pour avoir une destination plus utile.

M. Rigaud propose de n'inscrire au budget pour le grand prix qu'une subvention de 25,000 francs.

M. Allain-Targé répond que le grand prix de Paris est une institution nationale qui n'a fait mal que l'amélioration de la race chevaline pour la restreindre, être utile à la cavalerie française.

M. Clémenceau préférait que les 50,000 fr. demandés pour le grand prix fussent consacrés à la construction d'écoles.

Le conseil croit que cette dépense est une dépense productive.

Le conseil vote le crédit de 50,000 fr. pour l'année 1872 seulement.

LES ACTES OFFICIELS

PENSIONS A M^{mes} VEUVES LECOMTE ET BILLET, ET AUX VEUVES DE VICTIMES DE LA GUERRE CIVILE.

L'Assemblée nationale a adopté.

Le président de la République française promulgue la loi dont le teneur suit :

Art. 1^{er}. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de 4,000 francs, réversible par portions égales entre les enfants qui lui survivront, est accordée à la veuve du général Lecomte. Cette pension se cumule avec celle de 2,600 francs, à laquelle M^{me} Lecomte a droit comme veuve d'un général de brigade tué à l'ennemi.

Art. 2. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de 2,000 francs, est accordée à la veuve du colonel Bilet, assassiné à Limoges. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle elle aurait droit en vertu de la législation antérieure.

Art. 3. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 4. — Les enfants mineurs des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces enfants pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 5. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 6. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 7. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 8. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 9. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 10. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 11. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 12. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 13. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 14. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 15. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 16. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 17. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 18. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 19. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 20. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 21. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 22. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 23. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 24. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 25. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 26. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 27. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr.), réversible par portions égales sur les enfants jusqu'à leur majorité, est accordée à chacune des veuves des gendarmes, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, employés des bureaux de la préfecture de police ou fonctions ou ayant cessé leurs fonctions, tués comme otages ou massacrés en dehors d'une action militaire, pendant l'insurrection de la Commune de Paris. Cette pension se cumule avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves pourraient avoir droit d'après les lois du 20 avril 1855 et du 25 juin 1851.

Art. 28. — Une pension nationale, annuelle et viagère, de six cents francs (600 fr

